



Site de  
traitement

Implantation carrière  
Zone à défricher

Îlot de  
Senescence  
(voir plan topographique)

Extrait de la  
carte au  
1/25000ème



## CONVENTION D'ENGAGEMENT

Pour la compensation des impacts liés à  
l'exploitation de la carrière de MYON (25 440)

L'an deux mille dix-neuf, le .....02.....decembre.....

### ENTRE

- La Commune de MYON, dans le département du DOUBS (25 440), propriétaire des terrains concernés par le présent contrat, représentée par son Maire, Monsieur Jean LAPORTE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du.....11./10...../2019.....

Ci-après dénommée « la Commune »,

d'une part,

### ET

- La S.A.S.U. CARRIÈRE DE MYON, représentée par M. Laurent BONDENET, agissant en qualité de Président, dont le siège social se situe 8, rue des bleuets, 25 390 ORCHAMPS-VENNES, inscrite au registre du commerce et des sociétés de BESANÇON sous le n° R.C.S. 2015B0056 et le n° SIREN 813 261 054.

Adresse postale : S.A.S.U. CARRIÈRE DE MYON  
8, rue des bleuets  
25 390 ORCHAMPS-VENNES

Ci-après dénommée « l'Exploitant »,

d'autre part,

individuellement désignés « la Partie » et collectivement « les Parties ».

JL B

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### CONTEXTE DE LA CARRIÈRE ET MOTIVATION DE LA DEMANDE DE L'EXPLOITANT

Il ne reste aujourd'hui que quelques exploitations éparses de roches ornementales en Franche-Comté. Il est donc important de présenter une offre quantitative pour répondre à minima aux besoins locaux de restauration de bâtiments patrimoniaux et de monuments historiques.

Le calcaire Bathonien de MYON est une pierre aux qualités esthétiques et mécaniques reconnues. Sa résistance au gel et son aspect bicolore sont des atouts essentiels. Par le passé, elle a été utilisée dans la plupart des constructions anciennes du secteur, que ce soit des monuments historiques (église de MYON), ou de simples habitations.

Afin de répondre aux besoins de roches ornementales et pour créer une activité économique locale, la S.A.S.U. CARRIÈRE DE MYON a réalisé des sondages sur un secteur d'anciennes exploitations. Leurs résultats favorables ont incité la S.A.S.U. CARRIÈRE DE MYON à demander une autorisation d'exploiter ces matériaux. Cette demande porte sur le gisement de pierre de taille calcaire sur des propriétés de la Commune de MYON (25 440), situées sur le territoire communal de MYON, au lieu-dit « Roches de Conche », au-dessus de la route départementale n°102, sur les parties de parcelles cadastrales B116 et B119. Ces parcelles sont boisées et correspondent respectivement aux parcelles forestières 9 et 10 de la forêt communale de MYON. Elles relèvent du régime forestier et, à ce titre, sont gérées par l'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS – Agence de BESANÇON – Unité territoriale de LOUE-LISON – Triage de MYON. La forêt communale de MYON relevant du régime forestier couvre 858,96 ha. Elle dispose d'un document d'aménagement forestier en vigueur pour la période 2001-2020. Ce document est actuellement en cours de révision.

Le projet prévoit une exploitation sur environ 800 m<sup>2</sup>/an et une épaisseur de 20 mètres. La surface nécessaire au projet est de 19 442 m<sup>2</sup>, soit **1,9442 ha pour une période de 30 ans**. Les quantités produites annuellement seront de l'ordre de 2 000 m<sup>3</sup> de matériaux sciabls et 2 000 m<sup>3</sup> de moellons. Le projet prévoit aussi la création d'une unité de transformation de la roche sur la Commune de MYON, hors des espaces naturels et boisés. Les parcelles concernées par le projet d'exploitation de la carrière étant boisées, un défrichement sera nécessaire. La surface concernée (1,9442 ha) représente moins de 0,23 % de la surface totale de la forêt communale.

**La carrière a fait l'objet d'un contrat de forage**, en date du 26 novembre 2015. Ce contrat fixe notamment les clauses administratives et techniques, ainsi que les dispositions financières qui lient l'Exploitant à la Commune.

JL B



**PRÉALABLEMENT À QUOI IL EST RAPPELÉ :**

Le périmètre des terrains concernés par le projet de carrière est défini par les parcelles cadastrales désignées ci-dessous. Toutes ces propriétés de la commune de MYON relèvent du régime forestier, soit 1,9442 ha.

**Période et rythme d'exploitation sollicités par l'Exploitant :**

- **Durée d'exploitation :** 30 ans à compter de l'autorisation préfectorale.
- **Rythme annuel d'exploitation :**
  - 2 000 m<sup>3</sup> de sciage
  - 2 000 m<sup>3</sup> de moellon. La densité du calcaire est fixée à 2,6.

La surface des terrains objets du présent contrat ainsi que la période et le rythme d'exploitation seront fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui sera délivré à l'Exploitant.

**DÉSIGNATION CADASTRALE DES PARCELLES RELEVANT DU RÉGIME FORESTIER CONCERNÉES PAR LE PROJET**

Territoire communal	Propriétaire	Parcelle cadastrale	Contenance totale (ha)	Contenance sollicitée en extraction (ha)	Contenance sollicitée en extraction sur des terrains relevant du régime forestier (ha)	Contenance sollicitée en défrichement (ha)
MYON	MYON	B 116	14,4311	1,1172	1,1172	1,5592
MYON	MYON	B 119	17,7231	0,2250	0,2250	0,3850
<b>TOTAL</b>				<b>1,3422</b>	<b>1,3422</b>	<b>1,9442</b>

**NB :** La différence entre contenance sollicitée en extraction et contenance sollicitée en défrichement est liée au maintien d'une bande de 10 mètres non exploitée et déboisée sur le pourtour de la zone d'extraction, conformément à la réglementation.

IL B

## CONTEXTE DES MESURES COMPENSATOIRES ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre de l'étude écologique réalisée en 2015 pour le projet de création de la carrière par le bureau d'études *Etudes en Environnement*, des mesures compensatoires environnementales ont été identifiées. Les Parties se sont donc rapprochées afin de conclure une convention d'engagement pour la mise en œuvre de ces mesures compensatoires.

### PRÉALABLEMENT À QUOI IL EST RAPPELÉ :

Dans le cadre de l'aménagement de son territoire, la commune dispose d'un plan d'aménagement forestier.

#### Plan d'aménagement forestier :

Il s'agit du document d'aménagement de la forêt communale relevant du régime forestier. Il comprend :

- un ensemble d'analyses sur la forêt et son environnement,
- la définition des objectifs assignés à cette forêt,
- un programme d'actions nécessaires ou souhaitables sur le moyen terme.

L'aménagement forestier en vigueur (période 2001-2020) a été approuvé par délibération du Conseil municipal de Myon le 27 mars 2003 et par arrêté préfectoral en date du 6 janvier 2004. L'aménagement forestier est actuellement en cours de révision, ce qui permettra d'y intégrer le projet de carrière ainsi que les mesures compensatoires. La surface actuellement retenue pour la gestion est de 858,96 ha.

La forêt de Myon est répartie en plusieurs cantons reposant sur des plateaux et des versants souvent abrupts, dont l'altitude varie de 320 à 580 mètres. Les peuplements forestiers sont le plus souvent hétérogènes et se composent de chênes sessile et pédonculé (35 %), de sapin pectiné (14,5 %), de charme (13 %), de hêtre (9,5 %), de frêne (8,5 %) de tilleuls (6 %) et d'érables (5,5 %). D'autres essences sont présentes de façon anecdotique : épicéa, sapin de Nordmann, merisier, alisier et autres fruitiers, mélèze et douglas.

Pour la période de gestion 2001-2020, la forêt de Myon a été divisée en trois séries de gestion :

- 1<sup>ère</sup> série : conversion et transformation en futaie régulière résineuse (243 ha) ;
- 2<sup>ème</sup> série : conversion et transformation en futaie feuillue jardinée (252 ha) ;
- 3<sup>ème</sup> série : conversion et transformation en futaie feuillue régulière (363 ha), comprenant un groupe de repos de 76,50 ha.

SL B



♦ **Mesures compensatoires :**

Le rapport de contribution à l'étude d'impact de la carrière réalisé par le bureau d'études *Etudes en Environnement* en 2015 conclut que, **si l'on respecte un certain nombre de mesures de compensation des impacts** du projet sur la faune et la flore prescrites dans cette étude, le projet de création de la carrière devrait avoir un faible impact sur la flore, les habitats ainsi que sur la faune (oiseaux, mammifères, herpétofaune et insectes).

Pour atteindre cet objectif, il est proposé de contractualiser la mise en place de ces dispositions en faveur de la faune et de la flore, en les consignant dans la présente convention. Par ce document, la Commune et l'Exploitant affichent leur souhait commun d'être parties prenantes lors des différentes étapes de la conception et de la mise en œuvre de ces interventions.

Ces mesures de compensation permettront par ailleurs la réduction des impacts résiduels sur les espèces protégées et viseront notamment à créer ou à restaurer pour ces espèces :

- des sites de reproduction,
- des territoires de chasse,
- des habitats attractifs, lieux de repos et d'alimentation,
- des gîtes d'hibernation,
- des espaces de tranquillité, sur lesquels la pression humaine sera réduite au maximum.

Les Parties se sont donc rapprochées afin de conclure une convention d'engagement pour la mise en œuvre de mesures compensatoires environnementales. Cette convention comprend des clauses techniques et financières.

JL B

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

Afin de pallier l'impact du défrichement sur 1,9442 ha, des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts seront mises en œuvre.

### **1. Mesures d'évitement**

*Une mesure d'évitement est définie comme « une mesure qui modifie un projet ou une action d'un document de planification, afin de supprimer un impact négatif identifié que ce projet ou cette action engendrerait ».*

*Une adaptation temporelle de la solution retenue ne peut être considérée comme une mesure d'évitement pour les milieux naturels, que si elle permet d'aboutir à une absence totale d'impact sur le taxon visé le reste de l'année également. Dans le cas contraire, elle est considérée comme une mesure de réduction des impacts.*

*Ainsi, une adaptation du phasage des travaux pourra être classée en mesure d'évitement pour certaines espèces, et en mesure de réduction pour d'autres.*

D'après le guide d'aide à la définition des mesures ERC, deux catégories d'évitement s'appliqueront au projet :

- **E1 – EVITEMENT LORS DU CHOIX D'OPPORTUNITE :** cette mesure intervient avant que la décision du choix d'implantation du projet ne soit prise, c'est-à-dire au cours de la phase de concertation. L'analyse consiste à vérifier la pertinence d'un projet au vu des enjeux environnementaux et des solutions alternatives. Dans le cadre de ce projet, la démarche de concertation entre l'Exploitant et la Commune de Myon, assistée de l'ONF, a abouti au choix d'une variante consensuelle, prenant en compte les différents enjeux et exigences.  
**Le projet de carrière se situe ainsi en zone non réglementée vis-à-vis de l'environnement, et non reconnue comme ayant une valeur patrimoniale particulière. De plus, aucun habitat, flore ou faune à haute valeur environnementale n'y a été recensé.**

- **E4 – EVITEMENT TEMPOREL :**

- **E4.1a – Adaptation de la période des travaux sur l'année**

L'abattage des arbres, la suppression de la végétation arbustive et le décapage de la terre végétale seront impérativement réalisés **entre fin septembre et février**. Le respect de ce calendrier de travaux permettra d'éviter la mortalité des oiseaux nichant au sol ou dans la végétation. Cette mesure sera également profitable aux chauves-souris (cf. paragraphe R3.1a, page suivante).

**Quelques houppiers pourront être maintenus sur le site**, dans des endroits inaccessibles et peu visibles, afin de constituer des abris et caches favorables à bon nombre d'animaux.

IL B



## **2. Mesures de réduction des impacts**

*La mesure de réduction est définie après l'évitement et vise à réduire les impacts négatifs permanents ou temporaires d'un projet sur l'environnement, en phase chantier ou en phase d'exploitation. Elle peut agir en diminuant soit la durée de cet impact, soit son intensité, soit son étendue.*

Les différents types et catégories retenus dans le cadre de ce projet sont définis selon la clé de classification du guide d'aide à la définition des mesures ERC de la façon suivante :

### **➤ R3 – REDUCTION TEMPORELLE :**

- **R3.1a – Adaptation de la période des travaux sur l'année.** Cette mesure est mise en œuvre pour les chiroptères. Du fait de la subsistance de risques de mortalité, même très peu probables, cette mesure n'est pas classée en mesure d'évitement (E4.1a).

Les principes de mise en œuvre sont les suivants :

- Abattage des arbres au cours d'une seule campagne, à savoir **entre fin septembre et février**.
- **Phasage progressif de la découverte** afin de limiter les surfaces d'habitat supprimées et de permettre un report des animaux dans les boisements environnants.

## **3. Mesures de compensation**

*Les mesures compensatoires font appel à une ou plusieurs actions écologiques : restauration ou réhabilitation, création de milieux et/ou, dans certains cas, évolution des pratiques de gestion permettant un gain substantiel des fonctionnalités du site de compensation.*

Trois mesures compensatoires, telles que définies dans le guide d'aide à la définition des mesures ERC, s'appliqueront au projet :

### **➤ C1 – CREATION / RENATURATION DE MILIEUX :**

- **C1.1a – Création ou renaturation d'habitats favorables aux espèces cibles et à leur guildes**

Les mesures de création d'habitats favorables aux espèces cibles et à leur guildes correspondent à des propositions de réaménagement écologique de la carrière, une fois son exploitation achevée. Ce réaménagement écologique permettra d'apporter une plus-value environnementale au secteur de la carrière.

JL B



Ainsi, la **création d'une mare** permettra de favoriser la reproduction des amphibiens dans un secteur où les seuls milieux aquatiques propices se situent au niveau du Gour de Conche. La mare sera favorable au Sonneur à ventre jaune, aux grenouilles (agile, rousse), au Crapaud commun, à la Salamandre tachetée, aux tritons (alpestre, palmé) et aux couleuvres (à collier, verte et jaune) ainsi qu'aux odonates (libellules et demoiselles) et à bon nombre d'autres insectes.

Les modalités techniques de création de la mare sont explicitées dans le rapport du bureau d'études *Etudes en Environnement* (Pascale et Michel GUINCHARD) : *Projet de création d'une carrière de roches ornementales sur la commune de MYON : contribution à l'étude d'impact – Diagnostic écologique faune, flore et habitats* (2015). L'emplacement précis de la mare sera défini dans le cadre de la remise en état du site de la carrière.

Enfin, le **maintien d'amas de pierres** en pied de fronts de taille permettra de constituer des abris en faveur des reptiles (Lézard des murailles, Orvet fragile, couleuvres...) et d'autres petits animaux.

Un **suivi scientifique de la mare**, dont les indicateurs seront les libellules et les amphibiens, permettra d'évaluer les effets de cette mesure et de mettre en place, si besoin, des actions correctives.

➤ **C2 – RESTAURATION / REHABILITATION :**

• **C2.1d – Réensemencement de milieux dégradés, replantation, etc.**

La carrière sera **partiellement reboisée** afin de conserver l'habitat d'origine, conformément au plan de remise en état du site. Le reboisement sera réalisé avec un mélange d'essences spontanées des hêtraies neutrophiles, de préférence par bouquets et avec une densité pas trop forte, de façon à pouvoir laisser s'installer les essences secondaires et les arbustes typiques de l'habitat :

- **Essences principales** : chêne sessile, chêne pédonculé, hêtre, érable sycomore ;
- **Essences secondaires** : charme, érable champêtre, tilleul à grandes feuilles, merisier, noisetier, aubépines, chèvrefeuille à balai, houx, viorne lantane, troène.

➤ **C3 – EVOLUTION DES PRATIQUES DE GESTION :**

• **C3.1b – Abandon ou forte réduction de toute gestion**

Afin de compenser l'impact environnemental du défrichement, un **îlot de sénescence** d'une surface équivalente à la surface défrichée (2 ha environ) sera créé dans la parcelle 14 de la forêt communale de MYON.

L'îlot sera matérialisé sur le terrain selon les modalités édictées dans le chapitre 2.2, page 10.

Un suivi de l'îlot de sénescence sera réalisé pendant la durée d'exploitation de la carrière afin de suivre l'évolution du cortège avifaunistique. Les bilans et comptes-rendus des suivis seront adressés au service en charge de la Biodiversité de la DREAL Bourgogne – Franche-Comté.

JL B



## DESCRIPTION DES ENGAGEMENTS POUR RÉALISER CES MESURES

### **ARTICLE 1 – Objet des engagements**

Dans les conditions définies aux articles 2 à 5 ci-dessous :

**1.1 L'Exploitant s'engage** à réaliser lui-même ou à financer les coûts :

- des mesures de réduction ou de compensation identifiées plus haut,
- de la perte de valeur économique de la forêt en lien avec ces mesures.

**1.2 La Commune de MYON s'engage** à permettre la mise en œuvre de ces mesures financées par l'Exploitant qui concernent sa forêt communale.

### **ARTICLE 2 – Détail des prestations pour l'îlot de sénescence**

La commune de MYON s'engage à accepter l'implantation et la matérialisation de l'îlot de sénescence. Cet îlot devra être maintenu sans intervention sylvicole (coupes et travaux) pendant une durée de 30 ans. Son inscription dans l'aménagement forestier est une garantie du respect de cet engagement dans la durée.

#### **2.1 – Localisation de l'îlot de sénescence**

L'îlot de sénescence se situe au centre de la parcelle forestière n°14 de la forêt communale de MYON. Cette parcelle, tout en longueur, s'étend parallèlement au ruisseau de Conche sur 9,82 ha. Elle est établie sur la parcelle cadastrale A 148 pour partie, au lieu-dit « Roches de Conche ». La surface totale de la parcelle cadastrale A 148 est de 15,3650 ha.

La parcelle forestière 14 est composée d'un mélange de feuillus divers (sauf hêtre). Elle est établie sur une station de type chênaie sessiliflore-(hêtraie)-charmaie xérophile sur sol superficiel sur calcaire. Elle ne présente pas de sensibilité paysagère particulière.

Plus précisément, l'îlot de sénescence s'étend sur 2 ha environ, à 250 mètres à l'Est de la carrière. Il se situe en bas de versant, en bordure du ruisseau de Conche. L'îlot comprend une trentaine d'arbres à fort enjeu de biodiversité. Aucune coupe n'y sera réalisée ; les arbres morts et les branchages seront laissés sur place.

L'îlot sera entouré d'une zone interdite au public (bande de 50 mètres), dans laquelle des interventions de sécurité pourront être réalisées.

JL B



## **2.2 – La mise en place de l'îlot de sénescence**

### Nature des travaux :

- mise en place de l'îlot de sénescence en lien avec le gestionnaire forestier (ONF) et repérage au GPS,
- implantation et matérialisation à la peinture blanche longue durée (en deux couches) du périmètre de l'îlot,
- délimitation et mesure de la surface,
- cartographie de l'îlot,
- conception et pose d'un panneau d'accueil afin d'informer le public sur l'intérêt des îlots de sénescence, les règles de sécurité qui leur sont liées et leurs financements.

## **2.3 – L'entretien du marquage de l'îlot de sénescence**

### Entretien pendant 30 ans :

- du périmètre de l'îlot (peinture),
- des plaquettes signalétiques sur les arbres,
- du panneau d'accueil.

## **2.4 – Indemnisation financière de la Commune propriétaire pour perte de revenus forestiers**

L'Exploitant indemniser la Commune de la perte de revenus des bois constituant l'îlot de sénescence.

## **ARTICLE 3 – Détail des autres prestations en faveur de la faune**

### **3.1 – Travaux préalables au déboisement :**

L'Exploitant prendra à sa charge l'intégralité des coûts engendrés par les mesures particulières à mettre en œuvre lors de la réalisation du déboisement.

### **3.2 – Création d'une mare :**

La création d'une mare, dont l'emplacement précis sera défini dans le cadre de la remise en état du site de la carrière, permettra de favoriser la reproduction des amphibiens. Cette mare sera également favorable à certaines espèces de reptiles et d'insectes (odonates, notamment).

Les modalités techniques de création de cette mare sont précisées dans le rapport du bureau d'études *Etudes en Environnement* (Pascale et Michel GUINCHARD) : *Projet de création d'une carrière de roches ornementales sur la commune de MYON : contribution à l'étude d'impact – Diagnostic écologique faune, flore et habitats* (2015).

### **3.3 – Maintien d'amas de pierres en pied de fronts de taille :**

Le but de cette mesure est de constituer des abris favorables aux reptiles ainsi qu'à d'autres petits animaux, comme les micro-mammifères.

JL B



#### **ARTICLE 4 – Suivi des mesures compensatoires**

Afin d'assurer le suivi de ces mesures compensatoires, l'Exploitant signera une convention avec des structures compétentes.

#### **ARTICLE 5 – Coût des prestations s'imposant à l'Exploitant**

Ce sont les prestations nécessaires pour la réalisation de chacun des engagements désignés à l'article 1.

**Ces coûts sont en euros Hors Taxe.** Ils seront réévalués en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction (la valeur du dernier indice connu à la date de la signature de la convention est celle du deuxième trimestre 2019, soit 1746).

Réactualisation selon la formule :  $P_n = \frac{I_n}{I_0} \times P_0$

avec  $P_n$  : prix de l'année  $n$   
 $P_0$  : prix juin 2019

$I_0$  : 1746

$I_n$  : dernier indice INSEE connu du coût de la construction à l'année  $n$

Il s'agit du montant maximum de la somme (en valeur au deuxième trimestre 2019) qui sera versée par l'Exploitant à la Commune pour le remboursement de chacune des prestations décrites. Jusqu'à concurrence de ce plafond, l'Exploitant s'engage à financer ces différentes prestations.

JL B



Nature des mesures	Coûts des interventions (H.T.)	
	Coût unitaire	Coût total
Création d'une mare et suivi scientifique (libellules et amphibiens)		
Travaux de terrassement de la mare et imperméabilisation du fond avec de l'argile (mesure prévue dans le cadre de la remise en état).	Coûts prévus dans le cadre des garanties financières à déposer par l'Exploitant.	
Suivi scientifique de la mare (4 années de suivi).	1 500 € / suivi	6 000 €
Reboisement partiel de la carrière		
Reboisement en essences des hêtraies neutrophiles (mesure prévue dans le cadre de la remise en état).	Coût prévu dans le cadre des garanties financières à déposer par l'Exploitant.	
Mise en place d'un îlot de sénescence et suivi du cortège avifaunistique		
Compensation financière pour la non-exploitation durant 30 ans des arbres de l'îlot de sénescence d'une contenance de 2 ha.	200€ / ha / an avec actualisation de 2% / an	12 000 € (somme à laquelle il faut ajouter l'actualisation annuelle)
Recherche sur le terrain des limites de l'îlot de sénescence avec levé GPS de précision métrique : Trimble (PRO X, RECON ou GeoExplorer).		350 €
Cartographie des arbres avec GPS de grande précision.		450 €
Implantation et matérialisation à la peinture de l'îlot (2 couches en peinture blanche longue durée).		800 €
Conception graphique, fourniture et pose d'un panneau général d'information sur les îlots de sénescence.		1 500 €
Entretien sur 30 ans du périmètre de l'îlot + plaquettes arbres + panneau.	1 passage tous les 5 ans, soit sur 30 ans : 6 passages (PU pour 1 passage = 500 €)	3 000 €
Suivi avifaunistique de l'îlot de sénescence (7 années de suivi).	1 600 € / année de suivi	11 200 €
Autres prestations		
Martelage des arbres sur les zones à défricher.	Régime forestier	0 €
Maintien de quelques houppiers sur le site (à des endroits inaccessibles et peu visibles).	Pas de surcoût par rapport aux travaux d'exploitation.	0 €
Maintien d'amas de pierres en pied de front de taille pour les reptiles.	Travaux réalisés par l'Exploitant.	0 €
	TOTAL	35 300 €

**Légende** Indemnisation de la commune de MYON pour perte de production forestière

**Légende** Prestations ONF

**Légende** Prestataires de service

JL B



## **ARTICLE 6 – TVA**

Pour les éléments soumis à la TVA, la somme due sera majorée de la TVA au taux légal en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

## **ARTICLE 7 – Modalités de paiement**

Le versement sera fait **à l'ordre du Trésor public** entre les mains du trésorier de QUINGEY, **receveur municipal de la Commune de MYON.**

**Le paiement se fera dans un délai de 30 jours après réception d'une facture correspondant à l'objet de cette convention.**

La Commune remettra à l'Exploitant les éléments nécessaires pour justifier le montant des sommes demandées.

En cas de retard dans le paiement du fait de l'Exploitant, l'intérêt au taux légal courra de plein droit et sans mise en demeure. Faute par l'Exploitant de laisser passer trois mois sans les avoir acquittés après un commandement de payer resté sans effet, l'Exploitant sera poursuivi en justice pour arriver au paiement de la somme et des intérêts dus.

## **ARTICLE 8 – Conditions d'exécution de cette convention d'engagement**

Le présent acte d'engagement devra être mis en œuvre dès la parution de l'arrêté préfectoral d'autorisation de défrichement et d'exploiter.

## **ARTICLE 9 – Fin de cette convention d'engagement.**

La présente convention d'engagement prendra fin au terme de la réalisation de chacun des engagements qu'elle contient.

## **ARTICLE 10 – Destination de la présente convention d'engagement**

La présente convention d'engagement est établie en deux (2) exemplaires originaux (contenant 10 articles) destinés à la Commune de MYON et à l'Exploitant.

Une copie sera adressée à : - La DREAL – Unité Territoriale du DOUBS  
- L'ONF - Agence de BESANÇON

Pour la commune de MYON :  
Le Maire, M. Jean LAPORTE



Pour la S.A.S.U. CARRIÈRE DE MYON :  
Son Président, M. Laurent BONDENET

**SASU Carrière de Myon**  
8 rue des Bleuets  
25390 Orchamps-Vennes  
Tel : 06 86 98 29 52



Département :  
DOUBS

Commune :  
MYON

Section : A  
Feuille : 000 A 02

Échelle d'origine : 1/2500  
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 15/10/2018  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC47  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

# DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
POLE TOPOGRAPHIQUE  
CADASTRE BESANCON Réception  
mardi 8h45-12h/13h30-16h et sur RdV  
25042  
25042 BESANCON CEDEX  
tél. 03 81 47 24 00 -fax  
cdif.besancon@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

